

LES CONTRADICTIONS SOCIALES AU SEIN DE LA PAYSANNERIE «MERINA»

par Cécile RAZAFINDRANORO

Dans un souci perpétuel de promotion de ce que le discours officiel appelle «les masses rurales», les pouvoirs publics ont conçu différentes actions appelées «action de masses», à dominante soit technique soit structurelle.

Il est certain que les résultats techniques ou quantitatifs de ces formes successives sinon simultanées d'interventions pourraient exprimer, en termes de production ou en termes de revenu, une amélioration du niveau de vie du paysan. Tel n'est cependant pas l'objet du présent article qui aura voulu dépasser les simples résultats techniques pour poser le problème quant au fond, à savoir au niveau de l'impact de ces actions sur la transformation des structures sociales.

Conçues dans un souci technique, les «actions de masse», en tant qu'interventions venant de l'extérieur injectées au sein du monde rural, se développent dans un contexte global. Une analyse sur leur impact ne saurait en conséquence être limitée ni à un aspect technique isolé, ni à une période déterminée à priori.

Conçue dans le seul objectif d'accroissement de la production alimentaire, pour prendre cet exemple, «l'action de masses» influe nécessairement sur la dynamique interne des structures sociales. Apparaissant comme une «innovation», elle agit sur les comportements des différents groupes coexistant au sein des communautés «villageoises».

Il était donc intéressant d'envisager l'impact des «actions de masses» sur l'évolution des comportements au sein des structures sociales, objet de leur intervention. A partir d'observations précises, l'on a essayé de tirer une évaluation globale pouvant aboutir à une dynamique beaucoup plus large.

C'est sous cet aspect que, dès le départ, l'étude a été entreprise pour évaluer dans quelle mesure les effets d'entraînement de l'innovation apportée par l'action de masse et la dynamique propre des structures sociales ont accéléré ou retardé la décomposition de la petite paysannerie des Hauts-Plateaux.

Pour y parvenir, il a été nécessaire de connaître en premier lieu les contradictions au sein des structures sociales et les effets induits par l'intervention extérieure, avant d'analyser les principes, la structure et les formes d'intervention de la vulgarisation agricole «de masses».

Face au déficit de la production alimentaire, constaté vers les années 60, les pouvoirs publics ont imaginé la mise en œuvre d'une action dont la conception partait, en priorité, de la nécessité de satisfaire les besoins de subsistance avant d'envisager une diversification des cultures devant aboutir, à terme, à une rotation économique des produits tendant à développer la petite agriculture marchande.

Opérations à objectif technique, les «actions de masses», incontestablement, disposent d'une structure et de méthodes dont la valeur technique est certaine.

Le problème de l'efficacité technique et quantitative du G.O.P.R. par exemple est très débattu. Le F.E.D. pense notamment que l'augmentation des rendements due à l'action propre du G.O.P.R. n'excéderait pas 10 à 30 % en cinq ans (au lieu de 70 % annoncé officiellement par rapport à l'objectif 100).

I — DYNAMIQUE INTERNE DES STRUCTURES SOCIALES

Avant l'intervention extérieure, les structures sociales ont une vie propre déterminée par les rapports d'interdépendance entre les différentes couches sociales, elles-mêmes définies selon la différenciation économique. A ce sujet, il est intéressant de rappeler la structure interne des communautés rurales merina.

1 — LES HIERARCHIES INTERNES AUX COMMUNAUTES RURALES

Pour faciliter la compréhension, tout en n'adoptant pas des dénominations risquant d'être ambiguës, nous pourrions identifier les différentes couches sociales par A, B et C. Il faut souligner d'emblée d'une part que cette identification est plutôt sommaire, puisqu'elle résulte d'une étude assez restreinte (sur des échantillons de villages) et d'autre part que les catégorisations ainsi délimitées seront cependant utilisées tout au long du sujet.

L'esclavage étant légalement aboli depuis la colonisation, l'on peut combiner différents facteurs pour distinguer les couches entre elles.

Au moment de l'enquête (1971), nous avons retenu le critère de possession des terres, les rapports de travail qui lient A, B et C et la détention du capital foncier.

Pour prendre le cas de la propriété des terres, l'on peut classer de la manière suivante les différentes catégories observées dans les échantillons étudiés :

Catégories	Rizières
A	S - 1 ha
B	1 ha - S - 0,5
C	S - 0,5

C'est la répartition actuelle des surfaces, conséquence des facteurs historiques et politico-économiques.

L'on pourrait être tenté d'assimiler hâtivement ces trois catégories aux trois castes (nobles (N), routuriers (R), esclaves (E) issues de l'histoire précoloniale des Hauts-Plateaux. Certes, le passé continue à déterminer une partie de l'histoire présente, mais la société actuelle n'est pas une pure reconstitution des anciennes castes. Pour chaque couche, la répartition est la suivante (au moment de l'enquête).

c o	N	R	E
S - 1 ha	60 %	35 %	5 %
1 ha - S - 0,5 ha	10 %	60 %	30 %
S - 0,5 ha	10 %	30 %	60 %

Du tableau ci-dessus, l'on pourrait retenir la prédominance respective de N, R et E dans les catégories A, B et C.

En réalité, le problème qui nous intéresse est davantage la dynamique des structures sociales, du fait de la transformation des rapports socio-économiques inter-groupes plutôt que l'observation du devenir des descendants de lignages figés dans la contemplation de leur passé. Toutefois, la compréhension de l'étude nous oblige à situer ces différentes couches et leur interdépendance pour analyser les tendances spontanées et mutationnaires internes aux structures sociales, avant même l'innovation technologique.

2 – INTERDEPENDANCE DES COUCHES SOCIALES CONSIDEREES

Généralement, la couche A est composée de descendants de «nobles» ayant hérité d'anciennes terres occupant les bas fonds et qui avaient été distribuées du temps de la monarchie merina aux «*Tompomenakely*». Il s'agissait de certains nobles qui administraient des territoires ruraux de la royauté Merina. Ces nobles ne travaillaient pas la terre mais se contentaient de prélever une part importante de la récolte sur les produits des paysans. Actuellement encore, la couche A détient des

surfaces relativement grandes, mais les descendants de nobles ont été rejoints dans cette catégorie par des roturiers qui se sont appropriés de terres de *vodivona*, qui sont des territoires dont l'administration était directement assurée par la royauté (pouvoir central).

La couche B quant à elle se compose des éléments dynamiques de la société rurale qui ont acquis des terres soit par le volume de travail personnel dont ils ont été capables au départ, soit par l'organisation du travail familial qu'ils pouvaient se permettre, compte tenu de l'étendue de leur famille. La couche B peut être ainsi considérée comme une catégorie de propriétaires «moyens» qui se sont imposés par le fruit d'efforts individuels.

La couche C, par contre, est constituée soit de «petits» propriétaires soit de fermiers et métayers traditionnels. En fait, leur situation découle d'une part de l'accapement des terres par A et B et d'autre part de l'institution progressive d'une forme de salariat agricole.

D'une manière générale, cette catégorie correspond à la majorité des descendants des anciens esclaves ou des *menakely* du régime féodal (ce sont des paysans roturiers habitant des territoires administrés par certains nobles).

En effet, ces descendants sont restés auprès des anciens maîtres de leurs ancêtres et, partant, sur les terres où ils avaient été installés par héritage et par succession. Dans les cas où ils possèdent des terres, les superficies sont tellement résiduelles que même les besoins de l'autoconsommation ne peuvent être satisfaits. Lors des enquêtes effectuées, certains paysans interrogés sur les rapports de travail les liant aux autres catégories ont affirmé que leur situation actuelle découlait de leur endettement auprès de A et plus rarement auprès de B.

L'on a pu dès lors observer également que la dépendance de C vis-à-vis des deux premières couches est aggravée par une situation débitrice en produits de subsistance qui se perpétue selon un processus cumulatif dont l'explication ne peut être trouvée dans les rapports actuels de production. Cette dépendance perpétuelle, déterminée essentiellement par le volume de production dont est capable la couche dominée au fur et à mesure des années de récolte peut être présentée schématiquement de la manière suivante :

— En considérant une période de récolte t , la production réalisée (P) sur une surface S assez réduite, ne suffisant pas à la consommation familiale de C, celui-ci est amené à emprunter une quantité X de paddy à A.

L'on obtient ainsi une quantité à consommer égale à $P + x$.

— A un temps t_1 correspondant à une première année de récolte et après une augmentation marginale (récupération des rizières délaissées ou pratique de cultures sèches) de la surface initiale, S la production P_0 connaît un accroissement résiduel p.

La quantité disponible à consommer serait dès lors $Po + p$ dont il faut déduire la quantité x devant servir à rembourser A.

La formule finale de la quantité consommable serait donc :

$$(Po + p) - x$$

p étant toutefois négligeable, il s'avère que :

$$Po + p > (Po + p) - x$$

pour satisfaire les besoins de sa subsistance, l'on sait que C, dont la consommation familiale est supposée, à priori, constante, doit disposer d'un minimum égal à $Po + x$, il lui faudra donc emprunter la différence entre ce besoin minimal, soit $Po + x$ et la quantité effectivement disponible soit $(Po + p) - x$; la formule serait alors :

$$(Po - x) - ((Po + p) - x) = 2x - p$$

A un temps t_2 , correspondant à une deuxième année de récolte et après une augmentation marginale de $2s$ de la surface initiale S , la production Po connaît un accroissement résiduel $2p$.

La quantité disponible à consommer serait égale à $(Po + 2p)$ dont il faut déduire $(2x - p)$ due à A, il resterait à consommer : $(Po + 2p) - (2x - p) = Po + 2p - 2x + p = (Po + 3p) - 2x$, l'emprunt nécessaire à t_2 s'élèverait à :

$$(Po + x) - (Po + 3p) - 2x = (3x - 3p)$$

L'on pourrait continuer le raisonnement indéfiniment et tenant compte également du fait que la quantité à consommer de C n'est pas constante à $(Po + x)$. Il faut en retenir que l'endettement vis-à-vis du prêteur suit une progression qui établit en définitive entre A et C un lien de dépendance pérenne. A un certain moment, voyant le parti qu'il peut en tirer, A va soumettre ses prêts, dont la régularité est assurée, à l'établissement d'un taux d'intérêt qu'il accroîtra d'ailleurs de manière progressive dans le temps. Sachant l'insolvabilité de son partenaire, le créancier imposera la solution la plus avantageuse c'est-à-dire l'utilisation de la force de travail du débiteur.

L'emploi d'une main d'œuvre devenue gratuite servira à valoriser davantage des terres cultivées ou encore à défricher de nouvelles terres, ce qui aboutit pour A à un enrichissement cumulatif.

A la différence de C, la couche B n'est pas directement enchaînée à la couche A. Caractérisée par une plus grande disponibilité en travail et en capital foncier, relativement à C, B va pouvoir louer sa force de travail à A ou encore accroître ses revenus par des travaux para-agricoles, ce qui lui permettra non seulement de subvenir aux besoins familiaux, mais encore de dégager un surplus monétaire pour acquérir notamment d'autres moyens de production. De cette manière, tandis que A se contente de pérenniser une «supériorité sociale» au sein de la communauté villageoise et que C est englué dans le cercle de la domination permanente, B va progressivement accéder à un pouvoir nouveau à base de conquêtes économiques.

Désormais, il représentera l'élément le plus dynamique du village et sera beaucoup plus sensible à la propagande et aux actions de développement de masses.

En d'autres termes, la couche A s'enferme dans un conservatisme social puisqu'il est satisfait des résultats réguliers du travail de C; celui-ci est littéralement jugulé au sein d'une situation d'aliénation telle que la solution n'en pourrait être qu'un renversement radical des rapports de production; B, laissant à A la préoccupation obstinée de prestige social est cependant assuré de la conquérir en l'appuyant désormais sur le pouvoir économique.

L'on doit remarquer d'ores et déjà que si la préoccupation de l'action de masse est essentiellement, sinon exclusivement, technique, les problèmes à résoudre au niveau des structures sociales semblent plutôt relever et par définition des relations structurelles.

II – INTRODUCTION DES ACTIONS TECHNIQUES DE MASSE DANS LA DYNAMIQUE DES STRUCTURES SOCIALES

Dans le cadre du sujet qui nous intéresse, les comportements des différentes couches seront analysés selon les dispositions des paysans vis-à-vis des diverses contraintes entraînées par l'application «du message technique» transporté par les organismes d'intervention.

1 – LES CONTRAINTES DE L'ACTION DE MASSE

Généralement, l'on peut classer les impératifs imposés par l'opération en deux grandes catégories :

- les contraintes techniques proprement dites;
- les contraintes financières.

Les contraintes techniques

Elles découlent des objectifs mêmes de l'action de masse.

L'on sait que l'augmentation des rendements de la riziculture est fonction de l'amélioration des techniques culturales (utilisation des engrais minéraux, de l'utilisation de variétés à haute productivité, de la protection phytosanitaire et de la maîtrise de l'eau). Ces différentes données déterminent pour les paysans auxquels s'adresse l'opération un certain nombre d'impératifs.

En premier lieu, il faut que l'agriculteur puisse disposer librement des rizières qu'il cultive; ce premier critère est d'ores et déjà susceptible de se traduire par une sélection parmi les paysans (métayers non libres, paysans autonomes libres).

En deuxième lieu, il est certain que l'utilisation des engrais minéraux pour l'amélioration des pépinières constitue elle-même un autre paramètre de différenciation dans la mesure où la dose vulgarisée (300 kg de N.P.K. par ha) n'est pas à la portée de toutes les couches composantes des communautés rurales.

En troisième lieu, l'on sait que l'intendance installée par l'U.R.E.R.(1) est destinée à approvisionner les paysans en moyens de production tels que l'engrais, les semences ou le matériel agricole. A ce sujet, il est intéressant de noter une remarque du rapport de campagne 70-71 U.R.E.R. Itasy selon lequel «en achetant de l'engrais, le paysan prend un risque financier, en cas de calamités climatiques (grêle, inondation) ou phytosanitaires (pou du riz), il peut se retrouver plus pauvre qu'avant». Le coût de la fertilisation de la surface rizicole moyenne (60 ares) représente 25 % du revenu monétaire agricole annuel (2). Il en résulte que le recours au service de l'intendance de l'U.R.E.R. est déterminée par le degré de risque que peuvent prendre les paysans en fonction des garanties dont ils disposent. Encore faut-il que la garantie elle-même soit existante et disponible. Le même problème se retrouve au niveau de la vente du matériel agricole.

Ces quelques exemples de contraintes techniques ne sont bien entendu pas indépendants des impératifs financiers auxquels le paysan «moderne» doit répondre.

Les contraintes financières

Le système de crédit instauré est mis en application avec les services de la B.N.M.(3) et les demandes sont soumises à un comité communal d'octroi présidé par le sous-préfet et comprenant le maire, les conseillers ruraux, le chef de bureau B.N.M., le chef de secteur et l'intendant de secteur de l'U.R.E.R.

«Seules sont acceptées les demandes ayant obtenu un avis favorable du Comité d'octroi» (4).

Il va sans dire que l'approbation du Comité d'octroi sera fonction de sa composition, les maires et conseillers ruraux en sont membres, leur appréciation est déterminante.

La répartition des crédits, au sein de la population totale de la zone considérée, est significative en elle-même (cf. tableau ci-après), puisque pour la campagne

(1) U.R.E.R. : Unité Régionale d'Expansion Rurale.

(2) Rapport de campagne 70-71 - p.13 U.R.E.R. Itasy.

(3) B.N.M. : Banque Nationale Malgache.

(4) Rapport de campagne 69-70 - p.»1 - U.R.E.R. Itasy.

70-71, par exemple, 36.108.019 FMG ont été accordés à seulement 23.490 clients. Il n'est pas douteux que cette population restreinte représente une catégorie précise de couche sociale.

Crédit agricole	1969-1970	1970-1971
Nombre de clients B.N.M.	4.970	5.103
Nombre de paysans pratiquant la méthode améliorée de culture (clients U.R.E.R.)	11.495	18.387
Pourcentage	43 %	28 %
Montant accordé (FMG) dont :	29.013.399	36.108.019
- court terme	17.142.524	15.575.114
- moyen terme	11.870.875	20.532.905
Montant moyen (FMG)	5.800	7.000

En fait, la dissociation entre contraintes techniques et contraintes financières n'est que théorique. En effet, pour les paysans, les dispositions qui leur sont imposées forment un tout.

Les attitudes des différentes couches A, B et C seront en conséquence globales et les réactions engendrées par les obligations entraînées par l'opération de masse seront déterminées par l'appartenance des individus et des groupes aux catégories respectives.

2— LES TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES DU FAIT DE L'ACTION DE MASSE

Ainsi, si l'objectif technique de l'action U.R.E.R. devait se traduire par le déclenchement d'une insertion progressive des communautés rurales dans le système économique de marché (satisfaction des besoins de subsistance au départ mais à terme dégagement de surplus) les différentes couches sociales connaîtront d'une part une interpénétration de population, c'est-à-dire quelque changement dans les individualités composantes, et d'autre part des réactions différentes selon les possibilités et les intérêts de classes respectifs.

La couche A

L'on sait que cette couche A est caractérisée par la possession de surfaces relativement étendues, la disposition d'une main d'œuvre quasi-gratuite grâce à sa domination sur la couche C et une pyramide des âges inversée du fait que ses possibilités lui permettent de procurer à ses membres jeunes une formation et enseignement poussés, hors du milieu rural. Ce qui se traduit par une migration

vers la ville des descendants, héritiers potentiels, et donc par un vieillissement des éléments ruraux constitutifs. Les individus, composants primitifs de la couche A sont donc soit en voie de disparition démographique, soit sur le point de rejoindre la couche C dans la mesure où le conservatisme entraîne la stagnation économique elle-même source objective d'appauvrissement.

En d'autres termes, le non-retour des jeunes au sein de la communauté rurale d'origine, prive la couche A des éléments dynamiques qui lui seraient nécessaires pour transformer son statut social privilégié en position économique. De même, l'attentisme dont A fait preuve, grâce à l'utilisation faite de C, l'empêchera de vouloir répondre «aux appels à la civilisation moderne» lancés par les organismes techniques.

L'on remarque par ailleurs que le souci de prestige social de A le pousse à briguer une carrière «politique» et de ce fait, les rares cas où il accepte l'application des méthodes, des techniques et des principes de l'action de masse ne s'expliquent que par le caractère administratif de celle-ci. D'après les enquêtes effectuées, il s'avère que c'est là le seul paramètre pouvant être considéré, pour et par A, comme un stimulis vis-à-vis de «l'action de masse».

Dans un autre ordre d'idées, il apparaît que le facteur considéré comme limitant pour A est seulement la perspective de disparition de C, ou tout au moins la réduction du volume de travail dont il dispose au sein de cette dernière couche. La courbe suivante (fig.1) traduit l'évolution du «travail disposé» (Wd) que A pourra extorquer de C. En prenant comme base de départ un temps t_0 , c'est-à-dire le moment théorique où A ne bénéficie que de ses propres disponibilités de travail, l'on remarque que jusqu'à t_3 la courbe connaît une évolution presque horizontale correspondant à la période d'endettement de C, c'est-à-dire à la phase préparatoire d'une nouvelle forme d'esclavage. A partir de t_3 , la dépendance de C étant de plus en plus marquée, Wd évolue dans un sens nettement croissant. A un certain moment, Wd va devenir stationnaire du fait d'une part de l'autosatisfaction de A et d'autre part du plein emploi du travail de C (fig.1).

En résumé, il apparaît que la limitation globale de A se révèle être la disponibilité optimum de travail de C.

Enfin, à propos de financement, A est moins disposé à recourir au système de crédit proposé par l'action de masse, puisque :

- son conservatisme l'amène à estimer que le profit escompté n'est pas en rapport avec le risque encouru, et notamment celui de la contrainte par corps d'une part, et d'autre part que l'emprunt à un tiers diminue son prestige.

- l'attribution de crédit doit tenir compte de l'âge du demandeur (âge limite : 65 ans) alors que la couche A, en général, se prive de plus en plus de ses éléments jeunes.

La couche C

Etant directement liée jusqu'à maintenant à l'évolution de A, celle de la couche C mérite d'être analysée immédiatement après ce qui vient d'être dit.

N'étant pas propriétaire foncier, ou ne détenant qu'une partie marginale des terres cultivables, C n'est évidemment pas propriétaire de la production. Ceci se traduit du point de vue de la disponibilité envers l'action de masse, par un « blocage psychologique » constituant un facteur limitant important. En effet, si C n'appréhende pas la nécessité d'améliorer une production qui ne lui appartient pas, il n'envisage pas non plus d'encourir les risques contenus dans un endettement supplémentaire fut-il vis-à-vis de l'administration.

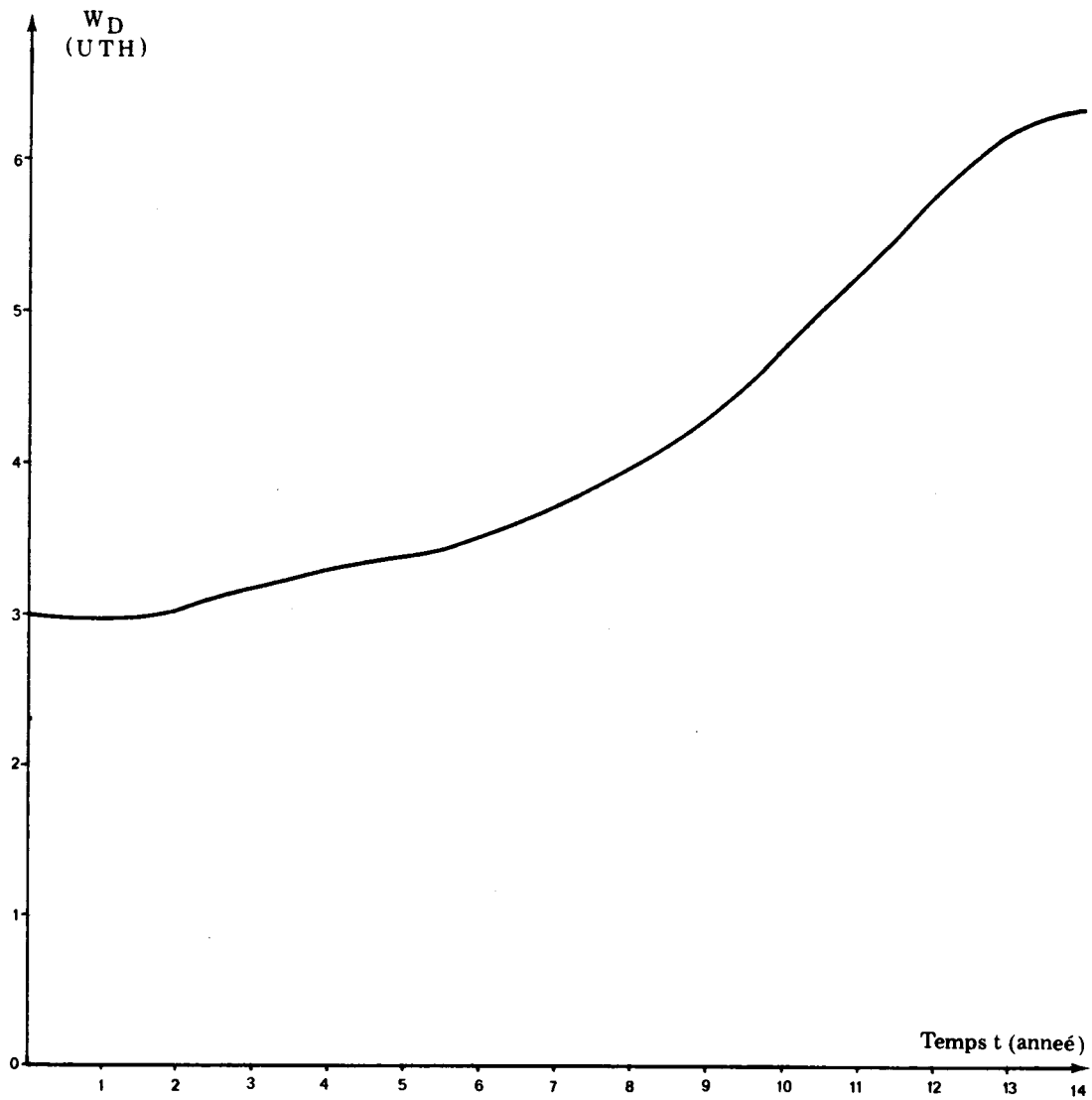
D'ailleurs A, qui le contrôle, emploie tous les moyens pour le décourager de prendre des initiatives qui risqueraient de l'émanciper. La couche dominante étant supposée être « la plus éclairée », de fait de ses liaisons avec les pouvoirs publics, est censée connaître tous les rouages de l'intervention étatique. Ainsi, la perspective de la contrainte par corps, au cas de non-paiement des dettes, est présentée comme un argument décisif pour arrêter toute velléité de désaliénation, d'autant plus que la seule garantie dont puisse disposer C se trouve être entre les mains de A qui n'a pas du tout l'intention de l'engager. Au cas où C voudrait passer outre et prendre le risque de supporter les contraintes techniques et financières de l'U.R.E.R. par exemple, A ne manque pas d'utiliser l'arme absolue que constitue le recouvrement immédiat de ses propres créances. Bref, par tous les moyens, A cherche à sauvegarder le support de sa position privilégiée : la force de travail dont il dispose en C.

En dehors de cette situation inextricable, le travail disponible de C (W_d), pour son propre compte est pratiquement nul puisqu'il est utilisé au maximum par A. La figure (fig.2) ci-après montre l'évolution de W_d qui suit une régression régulière. Même le temps théorique t_0 est insignifiant, étant donné l'histoire de la société rurale dominée par l'utilisation officielle de l'esclavage. L'endettement progressif vis-à-vis de A entraînant une aliénation de plus en plus importante de la force de travail, il arrive un moment où la couche C est complètement fermée à l'innovation technique, n'ayant plus la possibilité matérielle de répondre aux contraintes de l'opération.

Les tableaux ci-dessous en effet démontrent pour septembre 1971, d'une part que les travaux agricoles effectués par C au profit de tiers l'immobilisent sur 32 unités de travail (une unité une demi-journée) et que d'autre part les services extra-agricoles au profit de la communauté ou d'autres individus lui réclament 13 autres unités, soit au total 44 unités ou encore 22 journées complètes sur un total théorique de 30. Ainsi C ne dispose que des 8 jours restants, en principe du moins, puisque les services rendus à l'église, lui confisque encore 4 autres journées correspondant à la moitié des unités de travail théoriquement disponibles (tableau 2).

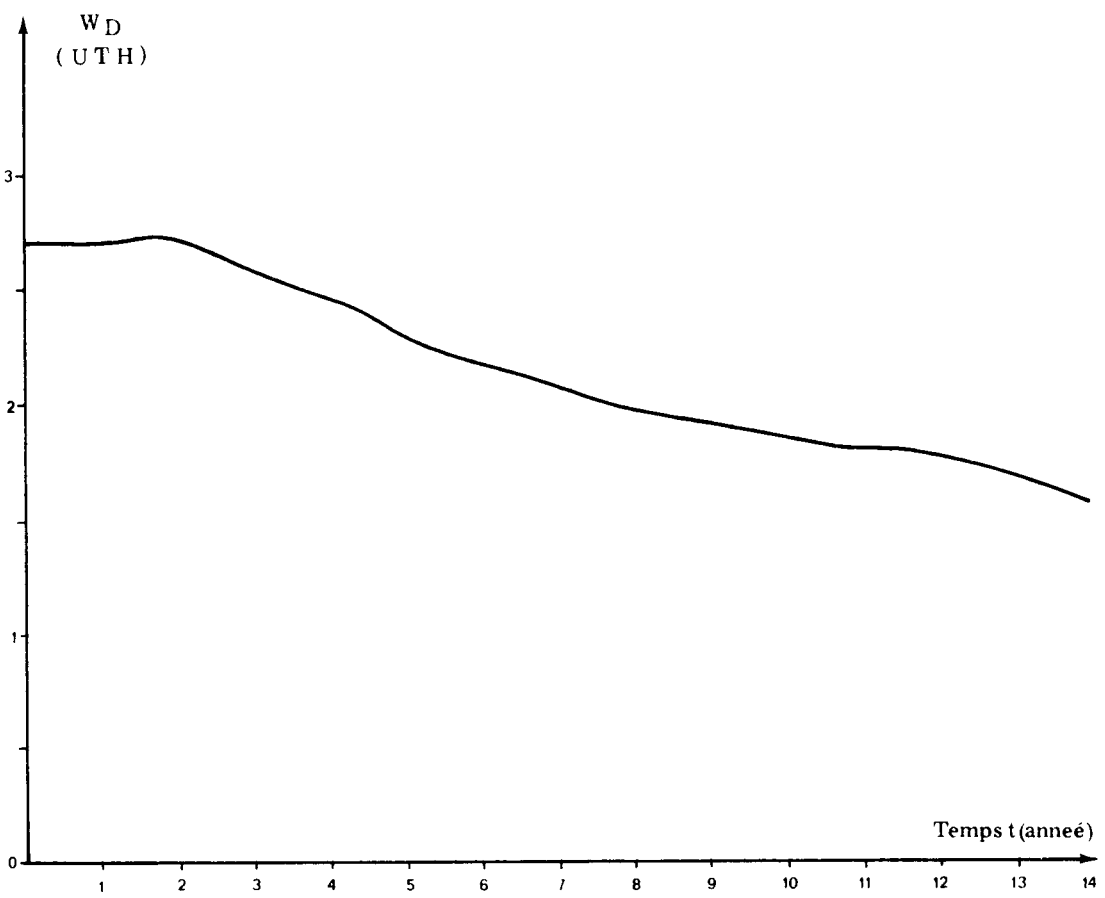
Evolution du facteur travail disposé par A

Fig. 1



Evolution du facteur travail disponible de C

Fig. 2



Il faut encore souligner que c'est délibérément que le mois de septembre a été retenu dans la mesure où cette période correspond au début des travaux agricoles c'est-à-dire aux activités les plus élémentaires (notamment labour) de préparation de la campagne. Ceci signifie qu'au moment où il a le plus besoin de fournir du travail à son propre profit, C est amené à payer par sa force physique ce qu'il doit à ses créanciers.

En outre, et subsidiairement, C ne peut même pas s'adonner à des activités para-agricoles puisqu'une fois de plus son travail disponible est complètement absorbé au profit de A.

De plus en plus, cette couche C, à laquelle vont venir s'intégrer ceux qui sont éliminés de A et progressivement de B, constitue le prolétariat dont la force de production n'apporte de plus-value qu'aux couches dites «supérieures».

La couche B

Nous avons voulu aborder l'analyse des réactions entraînées en B par l'action de masse en dernier lieu, dans la mesure où les deux autres couches extrêmes, pour des causes étrangement aussi différentes que complémentaires, s'avèrent toutes deux fermées à l'injection technologique et connaissent la stagnation.

Calendrier des Travaux Agricoles rendus par C (Enquêtes village Andrainarivo - Septembre 1971)			
Nature du travail	Moyens utilisés	Bénéficiaire	Durée
Labour	Charrue et angady	A	14
Canal d'irrigation	Angady	A - B	2
Labour	Charrue et angady	B	6
Labour	Angady	Parents C	3
Labour	Angady	Beaux-parents C	3
Brisure de mottes	Angady	A	2
Labour	Angady	C (tiers)	2
		Total	32 unités

1 unité une demi-journée

Services extra-agricoles rendus par C (au cours du mois de Septembre)		
Objet	Bénéficiaire	Durée
Famadihana (cérémonies d'exhumation)	A	4
Famadihana	C	2
Lalana (travaux d'entretien des routes)	Fokonolona	2
Fitaomam-biriky (transport de briques)	Catéchiste	1
Tsena (Commissions aux marchés)		4
	Total	13 unités

Nombre d'unités pour les services rendus au cours du mois de Septembre 1971 est donc égal à :

$$13 u + 32 u = 44 \text{ unités}$$

L'on sait que relativement le facteur limitant de la couche considérée se trouve être le caractère par trop moyen des superficies dont elle dispose. L'on sait également et cependant, que l'élément le plus dynamique au sein de B est constitué par la force de travail disponible du fait de l'utilisation d'une main-d'œuvre quasi-gratuite que représentent les membres de la famille.

Ainsi, la faible importance des surfaces détenues peut être déjà compensée par la pleine utilisation du travail disponible. L'on remarque à ce propos, que B cherche donc une solution dans l'augmentation du rendement de ses terres. Poussant ce raisonnement, il sera plus tenté que les autres membres du village à rechercher d'autres solutions à l'extérieur et en l'occurrence l'application des nouvelles techniques.

De plus, l'avènement de l'opération-*tanety* pousse B à envisager de s'installer sur les terres de pente, étant donné l'inextensibilité de la propriété dans les bas fonds. A ce stade, il y a affrontement entre A, voulant sauvegarder ses droits ancestraux sur des terres en friche et B voulant pratiquer une politique d'extension spatiale par la mise en valeur de nouvelles terres.

Face à la force d'inertie de la couche A, le groupe B va être amené à se disloquer, les forces individuelles de persuasion ou de conquête étant inégales en son propre sein. Les possibilités d'extension seront donc fonction des dispositions et disponibilités personnelles respectives et une sélection de fait apparaîtra au sein de B et se traduira au départ par une stratification interne avant d'aboutir à terme par

une élimination des moins armés qui vont ainsi rejoindre progressivement la couche C. D'une manière générale, cette stratification va se faire suivant :

- 1 - l'acquisition et l'aménageabilité de nouvelles terres
- 2 - les possibilités individuelles de mise en valeur.

En résumé, il y aura :

- B₁ arrivant à acquérir des terres facilement aménageables.
- B₂ acquérant des terres nouvelles mais en butte à des difficultés de mise en valeur (disponibilité de force de travail ou caractéristiques des terres)
- B₃ n'ayant pas été en mesure d'accroître son capital foncier.

Cette nouvelle stratification est encore accentuée du fait de l'élargissement du fossé entre les différents sous-groupes du point de vue du pouvoir monétaire. La partie «supérieure» de B est arrivée en effet à s'intégrer avec A dans les carrières électives. C'est ainsi qu'elle vient renforcer l'oligarchie dominée par la bourgeoisie rurale traditionnelle au sein des conseils ruraux et partant des comités communaux d'octroi de crédit. Il a été dit que cette situation tend tout naturellement à faire sauvegarder les intérêts de la classe possédante et désormais ceux de la nouvelle bourgeoisie qui va dresser une barrière devant les velleités de nivellement des pouvoirs. Au sein même de la couche B, la lutte interne sera encore renforcée par l'acquisition de moyens financiers nouveaux grâce à l'action de masse.

A titre subsidiaire, puisque les premières études ont porté sur la campagne 71-72, nous pourrions raisonnablement avancer également que c'est au niveau de la couche B que la suppression officielle de l'impôt du minimum fiscal est le plus significatif (1). En effet, pour les deux autres couches, cette opération n'aura pas changé grand chose, et sera pratiquement passée inaperçue : d'une part, la situation «confortable» de A absorbe littéralement une dépense ou une recette de 2.500 FMG par an et d'autre part une dette de 2.500 FMG de plus ou de moins dans le total d'ailleurs inconnu du débit de C n'apporte en vérité aucun changement. Par contre, l'examen d'un budget type (tableau 3) de la couche B met en relief l'importance de la même somme compte tenu d'une part de la faiblesse du revenu annuel mais d'autre part de l'existence même de ce revenu; ce qui n'est pas le cas pour tout le monde (tableau 3).

En définitive, cet élément viendra encore s'ajouter aux autres données qui déterminent non seulement la montée de B mais également la nouvelle hiérarchisation en son propre sein.

(1) Il s'agit bien entendu de la réaction plausible compte tenu de ce que nous avons pu observer dans l'Itasy et seulement dans l'Itasy.

Tableau sommaire des recettes et dépenses de X (B)			
Recettes		Dépenses	
- Vente de paddy	1.400	- IMF	2.500
- Services extérieurs :		- Taxes sur propriété	1.325
. nattes et soubiques	1.000	- Ecolage	1.000
. charpenterie	2.000	- Consommation	
. produits de basse-cour	4.000	familiale annuelle	13.300
. élevage cochon	10.000		
Total	21.400		18.125

REMARQUE

Le paysan ne comptabilise pas. L'alimentation du bétail étant fournie par le paysan lui-même, seul compte comme dépense les prix d'achat des cochons et des volailles. Par conséquent, les chiffres figurant dans le tableau ci-dessus (4.000 et 10.000 frs) constituent la somme que X considère comme son bénéfice.

Ainsi que dit précédemment, cette nouvelle sélection entraîne l'intégration inéluctable de B₃ au sein de la couche C, par le jeu de la relativité entre les nouveaux taux de rendement dont il sera capable même avec de nouvelles solutions, eu égard à celui qui connaîtra notamment B₁ qui pourra lier l'occupation de nouvelles terres avec l'adoption de nouvelles techniques ou le recours à des solutions extérieures.

B₁ peut également utiliser le potentiel personnel dont il dispose, en l'occurrence et en premier lieu la famille. La pression patriarcale est très forte au sein de B et les enquêtes ont mis en relief le degré de dépendance des jeunes envers les chefs de famille. Les anciens, physiquement incrustés dans leurs terres, ou plus exactement, dans leur vocation de paysans, ferment absolument leurs descendants à toute émancipation extra-rurale. Cette attitude, que l'on serait tenté de taxer de réactionnaire, renforce en fait la dynamique propre de B qui dispose ainsi d'éléments potentiellement novateurs pour l'occupation des terres nouvellement acquises et partant pour la consolidation de sa position économique.

*
* *

En définitive, les contraintes nouvelles contenues par l'action de masse sont venues renforcer la dynamique propre des structures sociales, déjà caractérisée par la montée d'une nouvelle classe économique, face à l'immobilisme d'une ancienne catégorie de possédants et par-dessus la constitution d'un prolétariat rural enfermé dans une aliénation dont la seule innovation technique n'a pu être la solution.

Bien au contraire, l'action de masses s'est ajoutée au processus normal d'affrontement entre les couches et a précisé davantage les degrés de différenciation économique.

Au départ, les rapports de domination étaient au profit de A qui s'est très vite trouvé dans une situation de «contradiction superstructurelle» étant donné l'inadéquation flagrante entre le souci obstiné du conservatisme historico-social d'une part et la préoccupation technico-économique matérialisée par «l'action de masses» d'autre part.

Les solutions techniques et la volonté d'insérer la société rurale dans l'économie de marché ont représenté pour la couche B, par contre, une solution à la contradiction à laquelle elle devait faire face : non-maîtrise de la terre et volonté d'acquérir le pouvoir économique.

Le secteur «demeuré», celui des laissés-pour-compte, se trouve, quant à lui, absolument étranger à toutes les bonnes intentions «de la politique du ventre» dans la mesure où le fond de problème, à savoir les rapports de production, ne trouve aucune solution dans la seule intervention de l'U.R.E.R. Pour la couche C, en effet, le problème n'est même pas l'augmentation du rendement des terres, puisque la terre ne lui appartient pas et les gestes techniques nouveaux sont hors de sa portée financière et sociale. Tant que les structures de production restent les mêmes, tant que les rapports actuels de production sont maintenus, C restera sous la domination d'abord de A et ensuite de B. La «politique du ventre», pour C, n'a aucune signification.

L'accentuation des rapports conflictuels au sein des structures sociales apparaît ainsi et paradoxalement, comme le résultat le plus significatif de l'innovation technologique, à laquelle l'action de masse considérée aurait voulu limiter son intervention.

«Ce fut précisément l'erreur des technocrates, dont le père spirituel aux U.S.A. du moins, est Thorstein Veblen, de penser que les progrès de la technologie aboliraient le problème économique. En fait, c'est l'inverse qui se produit ... Aussi, peut-on dire que le progrès technologique, loin d'atténuer l'urgence des problèmes économiques, l'accroît, étant donné que plus les ressources offrent de possibilités nouvelles plus s'intensifie la concurrence entre les groupes qui s'efforcent de se les approprier» (1).



(1) Talcott PARSONS - *Maîtriser l'environnement de l'homme* - Revue des Sciences sociales (p.675).

Il est manifeste que les actions entreprises en vue de ce que l'on appelle globalement «l'amélioration du niveau de vie du paysan» se traduisent, au niveau de la dynamique des structures sociales, par une mise en relief des rapports conflictuels et du déséquilibre interne. L'action de masse, action décidée de l'extérieur et conçue dans un objectif technique, représente une certaine forme d'intervention. A l'heure actuelle, il semble sans qu'il ait été jugé opportun de reconsidérer le contenu et que les responsables actuels veuillent rassembler leurs interventions en vue d'un objectif formel de transformation structurelle : le FOKONOLONA.

A priori, l'intention pourrait apparaître comme une volonté de mutation. Mais l'on doit se demander quelles sont les chances réelles de transformation *au sein* des structures sociales maintenant regroupées indistinctement au sein du *Fokonolona*.

Technique ou structurelle, «l'action de masse», dans la conception connue jusqu'à maintenant à Madagascar, ne peut, en aucune façon, détourner la dynamique des structures sociales. Bien au contraire, de manière délibérée ou par erreur d'appréciation, elle contribue à préciser davantage les termes du conflit inéluctable qui fonde l'évolution de la société. De ce fait, l'on assiste plutôt à une cristallisation des affrontements, et partant à une accélération du processus *mutationnaire*. Il serait, cependant, faux de vouloir prétendre que la seule identification des antagonismes et des antagonistes suffit à provoquer un renversement des rapports de forces et donc à constituer la solution à la contradiction des rapports de production et des forces productives.

La dynamique des structures sociales, même renforcée, en l'espèce, par la systématisation de l'action de masse, doit être soutenue par d'autres éléments. Sans vouloir prendre position, mais constatant des conditions objectives, je me référerais au Professeur MARCUSE pour conclure que «la transformation radicale d'un système social dépend, aujourd'hui encore, de la classe qui constitue la base humaine du processus de production. Classe révolutionnaire «en soi», et non «pour soi», objectivement mais pas subjectivement, sa radicalisation dépendra de catalyseurs «extérieurs» à elle.